

Démunis face à l'excision en Belgique



La lutte contre les mutilations génitales féminines en Belgique passe aussi par l'art et l'expression de soi. © Edith Wustefeld

L'ESSENTIEL

- Dans le monde, plus de 100 millions de femmes ont le sexe coupé ou mutilé. Elles sont excisées.
- En Belgique, 6000 femmes d'origine africaine le sont probablement et environ 2000 risquent de l'être.
- Pourtant la majorité des professionnels du secteur médical ou social ne connaissent rien aux mutilations génitales féminines (MGF).

Binta est guinéenne et excisée. Elle demande l'asile en Belgique pour elle et sa fille, qui risque d'être excisée à son tour si elles restent en Guinée. Fatoumata est sénégalaise, elle est enceinte et infibulée, son sexe est cousu. Depuis quelques mois, elle participe à un atelier de préparation à la naissance donné à Bruxelles au GAMS, le Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles. Aliya, elle, est Djiboutienne. Elle envisage une opération de reconstruction du clitoris à la clinique de périnéologie du Dr Cailliet, spécialiste en mutilations génitales féminines.

Ces trois femmes sont excisées, comme plus de cent millions d'autres dans le monde. Les mutilations génitales féminines recouvrent un ensemble de pratiques qui consistent à couper ou altérer les organes génitaux féminins externes. Ces interventions peuvent entraîner des problèmes médicaux, psychologiques et sexuels graves. L'excision est le plus souvent pratiquée sur des petites filles, mais aussi sur des femmes qui vont se marier ou qui viennent d'accoucher. Les raisons qui justifient la coutume sont nombreuses : le respect de la tradition, l'intégration sociale, la religion, l'esthétique... Surtout, en réduisant drastiquement le plaisir sexuel des femmes, l'excision sert à garantir la

virginité, la chasteté et la fidélité de celles-ci.

L'excision se pratique surtout en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est. Mais la prévalence peut être très différente d'un pays à l'autre. Ainsi, presque 98% des Somaliennes sont excisées pour 28% des Sénégalaises. La coutume est arrivée en Europe avec l'immigration. Aujourd'hui, les femmes concernées sont chaque année plus nombreuses. Elles sont pour la plupart demandeuses d'asile, et ont fui leur pays et (futur) mari, avec ou sans leurs enfants. Avec le temps, plusieurs associations ont pris le problème à bras le corps.

En pionnière, Khadiatou Diallo, une sénégalaise elle-même excisée, a fondé le GAMS il y a quinze ans. Le but de l'association est de lutter contre les mutilations sur le territoire belge, en faisant de la prévention mais aussi de l'accompagnement auprès des femmes excisées. « On leur donne du soutien moral pour continuer à être convaincues de ne pas exciser leurs petites filles. Parce qu'ici, en Belgique, il peut toujours y avoir des pressions de la communauté ou de la famille qui téléphone » explique Annalisa D'Aguzzo, psychologue au GAMS.

Un risque toujours présent
Les MGF sont condamnées

par la loi belge depuis 2001. L'article 409 du Code pénal définit la mutilation génitale comme une pratique interdite qui viole les droits fondamentaux. Charlotte Chevalier est juriste à l'ASBL Intact, le pendant juridique du GAMS. Selon elle, « la loi permet de neutraliser l'argument culturel ». Par ailleurs, le risque d'excision constitue un motif d'octroi du statut de réfugié. Binta a obtenu des papiers pour elle et sa fille afin de la protéger contre l'excision en Guinée. Désormais, elle doit chaque année amener sa fille chez un médecin pour

"Parce qu'ici, en Belgique, il peut toujours y avoir des pressions de la communauté ou de la famille qui téléphone"

qu'il atteste que l'enfant est toujours intacte. Si la fillette était excisée, elles perdraient leur statut de réfugiées.

Pour Myriam Dieleman, socio-anthropologue à l'Observatoire du sida et des sexualités, il n'est pas évident pour les familles de perpétuer une tradition dans un contexte de criminalisation et de sensibilisation. Pourtant, les risques sont réels pour plus de 2000 femmes et fillettes en Belgique.

En 2011, Intact et le Service Famille Jeunesse de la zone de police 5344 de Bruxelles

ont tiré la sonnette d'alarme. Un témoin les avait avertis qu'une famille guinéenne partait en vacances au pays avec seulement leurs deux petites filles, en âge d'être excisées, sans les garçons. La situation correspondait à la manière la plus courante pour des personnes immigrées d'exciser leurs filles. Dans l'urgence, les filles ont été placées quelques jours. Finalement, un travail a été fait avec la famille, qui s'est engagée sur l'honneur à ne pas exciser les deux fillettes. Et la famille est partie au pays. Selon Jean Pierre Van der Haegen, un des inspecteurs impliqués, ils n'étaient pas du tout formés : « On était désemparés. On devait prendre un risque énorme sans aucune garantie ».

L'autre risque majeur pour les filles concernées serait la présence d'exciseuses sur le territoire belge. Jusqu'à présent, malgré la loi, aucune plainte n'a été déposée. Pourtant, certains acteurs sont catégoriques sur l'existence d'excisions en Belgique. Selon les trois inspecteurs du Service Famille Jeunesse, plusieurs témoignages de professionnels tenus par le secret des sources ont confirmé

des cas passés. Mais comme cela arrive rarement et qu'il n'y a pas de plaintes, il n'y a pas de preuves.

Des professionnels qui apprennent

Encore aujourd'hui, beaucoup d'acteurs de terrain ne connaissent pas les mutilations sexuelles. Des gynécologues se retrouvent confrontés à des demandes de réinfibulation après des accouchements, des mamans demandent à des médecins de l'ONE d'exciser leur petite fille... Souvent, les

professionnels ne savent pas quoi faire. Il existe une liste de médecins spécialisés dans les MGF, qui peuvent délivrer les attestations de non-excision. Ces attestations sont exigées pour les demandes d'asile liées aux MGF. Mais les professionnels bien informés ne sont pas très nombreux. Dominique Daniel, doctoresse, figure sur la liste : « Quand on sait et qu'on a la carte de l'Afrique en tête, on va directement y penser et on va parler aux patientes. Mais dans notre formation en médecine on n'a pas été formés à ça. C'est pour ça qu'avec le GAMS on essaie de faire des formations ».

Médecins, infirmières, sages-femmes, travailleurs des centres pour réfugiés, travailleurs des CPAS, de l'Office National de l'Enfance (ONE), agents de quartier... Il s'agit de peu à peu former tous les acteurs de terrain concernés. Pour Annalisa d'Aguzzo, « tout acteur psycho socio médical peut être à la base d'une sensibilisation, si lui-même est conscientisé ». Mais le chemin est encore long... Un grand chantier de coopération entre tous les acteurs impliqués est à l'œuvre. L'objectif : mettre en place un réseau pour apporter des réponses efficaces aux risques de mutilations. Mais aussi pouvoir accompagner adéquatement les femmes mutilées.

Un changement de mentalités des femmes... et des hommes

Au cœur de la lutte contre l'excision en Belgique, un énorme travail de sensibilisation est nécessaire. Pour l'inspecteur principal Anne-Sophie Vallot, du Service Famille Jeunesse, c'est très clair : « Cela relève tellement de la sphère privée que c'est de l'intérieur que les choses doivent changer. Ce sont les femmes qui l'ont subi qui doivent elles-mêmes combattre ». Mais de nombreuses femmes excisées sont interloquées lorsqu'on leur présente les mutilations comme

un crime, propre seulement à certaines régions du monde. Dominique Daniel raconte sa rencontre avec une Somalienne excisée, à qui elle expliquait les conséquences néfastes des mutilations. « Mais Docteur, vous aussi vous êtes comme ça, non ? ». Pour la majorité des femmes excisées, la souffrance est normale et le sujet est tabou. Dans un contexte complètement nouveau, elles peuvent commencer à en parler... et devenir actrices de leur vie.

La sensibilisation et l'émancipation des femmes concernées ne suffisent pas. D'un côté, l'excision est une « affaire de femmes ». Elle est pratiquée par des femmes, entre femmes. De l'autre, les hommes des ethnies concernées n'acceptent pas d'épouser des femmes non excisées, qui se retrouvent exclues. Sensibiliser aussi les hommes est donc essentiel. Selon Myriam Dieleman, il ne faut cependant pas les rendre seuls responsables. Ils sont les « victimes collatérales » de l'excision.

Ibrahim Abdoukader Ali a fondé le Collectif Liégeois contre les mutilations génitales féminines. Il vient de Djibouti : « Chez moi ça se pratique, mais je n'ai jamais eu la parole. On ne s'est jamais trop impliqués là-dedans. Maintenant il faut que l'homme commence à prendre sa place et à en parler. On dit qu'on fait ça pour l'homme, mais nous sommes mariés à des femmes qui sont excisées, et nous aussi nous en sommes victimes ».

De tous côtés, la parole est essentielle. Au GAMS, les femmes travaillent l'argumentaire contre l'excision dans des sketches. Pour résister à la pression sociale de leurs familles, de leur communauté. Pour convaincre leur mari. Pour convaincre d'autres femmes. Et pour rester elles-mêmes fortes face aux poids de leurs traditions.

■ EDITH WUSTEFELD

L'art contre l'excision

Vendredi après-midi, Festival Bruxelles Babel 2012. L'événement veut laisser la parole aux jeunes bruxellois, d'où qu'ils viennent. Cette année, les jeunes filles du GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles) ont profité du festival pour faire entendre leurs voix et celle de toutes les femmes excisées.

La salle du théâtre Marni se remplit peu à peu. De nombreuses femmes africaines s'installent dans les gradins de gauche, un bébé par ci, une petite fille par là, un petit garçon dans les bras. Ce sont les femmes du GAMS, le Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles, venues soutenir les filles du groupe Jeunes. Mais aussi des amies de centres d'accueil pour réfugiés. Les filles du GAMS sur scène seront six. De Guinée, de Djibouti, de la Côte d'Ivoire. La plupart sont demandeuses d'asile. L'une d'entre elles

passait le matin même un entretien pour sa procédure d'asile. Les spectacles commencent, les groupes métissés se succèdent. Rap, danse contemporaine, chorégraphies... Tout est hétéroclite, bon enfant, sympathique. Les gradins sont bon public et les acteurs contents. Enfin, c'est leur tour. Une musique entraînante démarre et 6 jeunes filles arrivent sur scène, avec des t-shirt noirs aux slogans « End Female Genital Mutilation » et des vêtements aux couleurs vives. Une première danse donne le ton, le spectacle prônera la vie et l'énergie. La



La voix de Yalikatou, encouragée par toute l'équipe montée sur scène. ©Edith Wustefeld

musique s'éteint, les danseuses laissent la place à une voix off. Qui parle de l'excision. De sa réalité, de ses ravages. Puis une scène commence. C'est Aïcha, jeune africaine que son père marié de force. Mais son futur mari veut qu'elle soit excisée. Alors, elle fuit vers l'Europe et arrive en Belgique.

Aïcha, c'est un peu les six filles du groupe à la fois. Quand on leur a dit de parler de « Bruxelles Babel, Bruxelles ma belle », les

six ont décidé de parler d'elles, de leur présence ici, de la cause qui les unit. Surtout elles veulent profiter de la parole qu'on leur donne pour s'exprimer au nom des femmes qui souffrent de l'excision. Yalikatou est l'une des actrices : « Si on ne se donne pas la peine de le dire, il y en a d'autres qui ne pourront jamais comprendre ».

Yalikatou, elle est là pour la musique et pour la cause. Après la pièce, c'est elle qui

s'avance. Problème technique, l'instrumental ne vient pas. Mais peu importe, Yalikatou annonce qu'elle chantera sans. Et elle commence. Avec puissance, et une voix qui transperce. « Je n'oublie pas, maman, toutes ces filles victimes de l'excision ».

Les gradins frissonnent. Le message final est clair. Autour de Yalikatou, les autres actrices et les amateurs se rassemblent, chacun avec une lettre sur leur t-shirt : OUI

LA LIBERTE. C'est pour la liberté de la femme que les six filles sont sur scène. « Parce que quand tu n'es pas libre, tu ne peux pas faire ça. Parmi nous, beaucoup n'avaient jamais eu la chance d'assister à un spectacle ou de monter sur scène ».

La troupe est applaudie avec force. Des gradins, une femme court dans les bras de Yalikatou. C'est Khadidiatou Diallo, alias Kadia...la fondatrice du GAMS. ■ EDITH WUSTEFELD

Militante dans sa chair

Samia est originaire de Djibouti, où 93% des femmes sont excisées. Elle se dit curieuse depuis toujours. Très vite, elle a su que toutes les femmes n'étaient pas mutilées. Elle est devenue militante...et elle l'est restée.

PORTRAIT

Samia Youssouf a 39 ans et une petite fille de six ans. Elle vit à Liège. Elle parle parfaitement français, avec un accent qui chante. Elle porte une longue robe et un châle coloré. « Moi je suis toujours habillée comme ça, depuis treize ans ». Si elle s'habille pourtant parfois à l'occidentale, Samia aime son pays et ses traditions et elle n'a pas peur de le dire. Mais elle affirme aussi qu'il faut abandonner certaines coutumes...

En 1999, elle est venue en Belgique. Elle ne fuyait pas son mari mais venait le rejoindre. Au pays, elle militait contre l'excision en faisant des sondages pour des ONG internationales. « Certaines familles ne nous laissaient pas rentrer. Être une femme qui parle de l'excision n'était vraiment pas vu d'un bon œil. Tout le monde est excisé à Djibouti ». Quand elle est arrivée à Bruxelles, elle est devenue adhérente au GAMS Bruxelles.

Samia était infibulée, son sexe était cousu. Elle avait toujours mal. Au GAMS, on lui a conseillé d'aller voir un gynécologue. Après un temps, elle a fait une opération de désinfibulation à Bruxelles. « C'était tellement tabou. Mon mari avait accepté que je fasse cette opération, mais tous les hommes n'acceptent pas ».

Samia n'est pas restée longtemps au GAMS, son mari et elle ont déménagé à Liège. Là, aucune structure n'était en place. Et Bruxelles était loin pour y aller à chaque rencontre ou manifestation. Il a donc fallu créer quelque chose. En 2007, le Collectif Liégeois contre les mutilations génitales féminines s'est lancé. Un Belge, Jacques Chevalier, avait découvert l'excision dans une émission. Juste après, il avait appelé son ami djiboutien, Ibrahim. Le lendemain, ils en parlaient et décidaient d'organiser une conférence, qui allait lancer le collectif.

Aujourd'hui, Samia y travaille avec deux autres femmes. Elle explique leurs différences par la fait qu'elle ait, elle, subi l'excision. « Moi je parle combat, elles, elles parlent travail ». Même si



elles sont bien sûr sensibilisées. Et le travail reste le même. « Avant tout elles sont femmes. C'est ça le plus important. Même si elles n'ont pas subi l'excision, elles s'imaginent. Ce qu'elles seraient sans clitoris. »

Samia et Ibrahim, c'est une longue histoire d'engagement. Déjà, un homme et une femme djiboutiens qui parlent ensemble de clitoris, ça ne va pas. « Lui était assez sensibilisé, moi aussi. On en a fait notre combat. Il est en couple, moi je suis en couple. Des fois on parle au téléphone, on étonne nos conjoints quand on parle de clitoris, de réparation. Mais ils ont vu que ça nous tenait à cœur, ils nous ont laissé faire ». Peu importe pour Samia que lutter contre l'excision ne soit pas bien vu. Militer contre les MGF fait partie d'elle. Même avec ses amies, le sujet était tabou. Maintenant, elles en parlent de plus en plus. Samia les met en garde contre les retours au pays. Au final, Samia est respectée dans sa communauté. Ce qui n'est pas le cas de toutes les militantes...

Sa fille, Samia ne l'a pas faite exciser. Et elle n'a pas peur de le crier sur tous les toits. Quand elle était enceinte, elle a longtemps discuté avec son mari. Ça a été un long travail de le convaincre.

« Je sensibilisais à l'extérieur mais je n'en parlais pas assez dans ma famille ». Il a compris avec le temps. Le retour de Samia dans son pays a été encore plus dur. Sa fille avait deux ans, l'âge idéal pour l'excision. Samia savait qu'elle ne pouvait pas arriver en disant « je viens d'Europe et je vous dis que c'est néfaste pour la santé ». Il fallait sensibiliser autrement, elle leur a parlé de la loi belge. Sa mère a accepté de ne pas exciser sa petite fille quand elle a su que Samia irait en prison au retour. Mais elle a ajouté « je ne sais pas ce que votre fille va devenir si elle n'est pas excisée ».

Selon Samia, les mentalités sont si fortes que sa mère ne peut pas comprendre. La première génération qui pourra abandonner vraiment l'excision est celle de sa fille. Samia ne se sent pas encore prête pour lui parler de l'excision. Quand sa fille lui demande ce qu'elle fait au travail, Samia lui explique vaguement. Mais elle va lui en parler, elle attend le bon moment. « Ce n'est pas facile de parler de ces traditions à ses enfants ». Samia apprend à sa fille la culture européenne et belge, mais aussi tout ce que sa maman lui a transmis. La seule chose qu'elle rejette, c'est l'excision. ■ EDITH WUSTEFELD

[Définitions et chiffres]

Excision : ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres, avec ou sans excision des grandes lèvres. Le terme excision peut faire référence aux mutilations génitales féminines (MGF) en général.

Infibulation : accolement et suture des grandes lèvres de la vulve, avec ou sans ablation du clitoris, laissant une petite ouverture pour que l'urine et les menstruations puissent s'écouler.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), **100 à 140 millions de filles et de femmes** vivent actuellement de par le monde avec une mutilation sexuelle et 3 millions de fillettes risquent chaque année d'être soumises à cette pratique.

L'excision se pratique dans au moins **28 pays africains**, mais aussi parmi certains groupes ethniques en Amérique Latine, au Moyen-Orient et en Asie.

En 2009, on estimait que **500.000 femmes victimes de MGF** vivaient en Europe et que **180.000** autres subissaient ou risquaient de subir une MGF.

En Belgique, environ 23.000 femmes sont originaires de pays où l'excision est pratiquée. Parmi celles-ci, 6260 sont très probablement excisées et 1975 sont à risque de l'être.